

LES GOUVERNEMENTS DOIVENT S'ATTAQUER AU SOUS-FINANCEMENT

A une époque, de nombreux étudiants et étudiantes ne prenaient conscience de ce que signifiait réellement le coût des études universitaires qu'après leur graduation et, même alors, la majorité d'entre eux avait des dettes contrôlables.

Ce n'est malheureusement plus le cas.

Une des conclusions du récent rapport de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes, *Un héritage durable : l'incidence des antécédents familiaux en matière d'études sur la réussite des diplômés*, est que, dans les Maritimes, six étudiants et étudiantes sur dix faisant partie de la promotion de 1999 (58 pour 100) avaient dû emprunter de l'argent avant de terminer leurs études pour obtenir leur premier diplôme.

Ceci représentait une hausse de 8 pour 100 par rapport au nombre d'étudiants et d'étudiantes de la promotion de 1996 qui avaient eu des dettes semblables; de plus, les diplômés et diplômées de 1999 avaient été obligés d'emprunter, en moyenne, 30 pour 100 de plus que ceux de 1996.

Suivant une tendance nationale troublante, les frais de scolarité au Nouveau-Brunswick – qui avaient déjà plus que doublé au cours de la dernière décennie – ont de nouveau augmenté cette année, de 5,9 pour 100 en moyenne.

Étonnamment, cette tendance ne semble pas menacer le nombre d'inscriptions universitaires qui continuent d'augmenter. Toutefois, selon une autre des conclusions du rapport, elle contribue déjà considérablement à restreindre de manière rapide et alarmante la base sociale d'où proviennent ces étudiants et étudiantes.

Dans les Maritimes, entre 1996 et 1999, le nombre de diplômés et diplômées provenant de ménages où le niveau de scolarité des parents était au plus un diplôme d'études secondaires, a connu une diminution de 6 pour 100.

Dans l'ensemble, le niveau de revenu des ménages correspond au niveau de scolarité et cette diminution de la participation a donc eu lieu parmi les membres de notre société qui font face aux plus grands défis économiques.

Ce n'est peut-être pas une coïncidence si cette diminution a commencé à se produire immédiatement après que les trois gouvernements des provinces des Maritimes ont remanié, entre 1993 et 1995, les portions de leurs plans d'aide financière aux étudiants

et étudiantes représentant des « bourses » non remboursables et transformé cet argent, en partie ou en totalité, en prêts remboursables.

Au cours de cette même période, il y a toutefois eu une augmentation de 5 pour 100 du nombre de diplômés et diplômées provenant de ménages où le niveau de scolarité des parents était au moins un baccalauréat.

Malheureusement, lorsqu'on fait affaire avec des échantillons représentatifs bruts – les moyennes de la CESPM ont été tirées de données fournies par un groupe de 2 317 représentants de la promotion de 1999 – il n'est pas possible de déterminer la dynamique de la prise de décisions qui entre en jeu dans chacun des ménages.

Cependant, on peut supposer sans trop risquer d'exagérer que, dans la plupart des ménages où au moins un parent détient un diplôme de premier cycle ou de niveau supérieur (et où, on présume, le niveau de revenu est également supérieur à la moyenne), les parents encouragent probablement de manière significative les études universitaires.

On peut sans doute s'attendre également à ce que ces ménages aient une aversion moindre envers les dettes associées aux études étant donné que, dans bien des cas, les parents sont prêts à accorder un soutien financier et que, dans presque tous les cas, les parents ont une perception favorable de l'équation coûts-avantages à long terme à cause de leur expérience personnelle.

Toutefois, l'inverse est certainement vrai aussi et les parents ayant des ressources financières limitées y penseront à deux fois avant d'encourager leurs enfants à assumer les dettes croissantes associées aux études universitaires.

Nous sommes donc sur le point de faire face à un retour à l'époque où les universités étaient la chasse gardée d'une élite culturelle et économique.

Cette évolution ne se fera pas de manière délibérée. Elle se produira simplement parce que les gouvernements n'accordent pas la priorité au problème du sous-financement des universités dans leur politique sociale.

(Desmond Morley est directeur général de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick.)